

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-presse-mondiale-diffuse-la-meme-erreur-de-raisonnement-L-austerite-comme-unique-cause-de-rupture>

La presse mondiale diffuse la même erreur de raisonnement :L'austérité comme unique cause de rupture

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -
Date de mise en ligne : jeudi 11 juin 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

ATHENES - Une même erreur de raisonnement se propage dans les médias du monde entier à propos des négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers. Cette erreur, que l'on trouve dans un commentaire récent de Philip Stephens du [Financial Times](#), consiste à dire que « *Athènes ne peut pas ou ne veut pas (ou bien ne peut ni ne veut) mettre en oeuvre un programme de réforme économique.* » Une fois cette erreur présentée comme fait, il est tout à fait normal que les journaux insistent sur la façon dont notre gouvernement, selon les termes de Stephens, « *gaspille la confiance et la bonne volonté de ses partenaires de la zone euro.* »

Mais la réalité des négociations est très différente. Notre gouvernement tient à mettre en oeuvre un programme comprenant toutes les réformes économiques mises en avant par les *think tanks* économiques européens. En outre, nous sommes les seuls capables de maintenir le soutien de l'opinion publique grecque en faveur d'un programme économique solide.

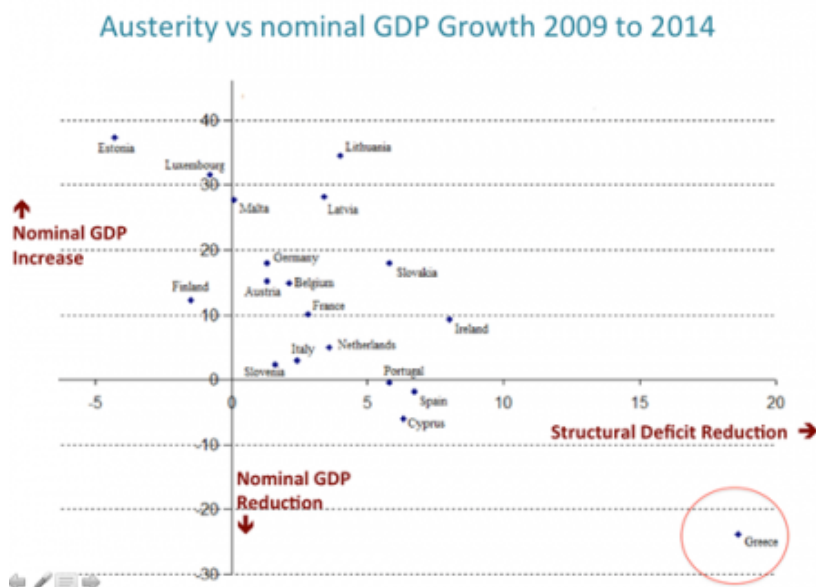
Voici ce que cela veut dire : une agence fiscale indépendante, des excédents budgétaires primaires raisonnables pour toujours, un programme de privatisation sensé et ambitieux, combiné avec une agence de développement qui exploite les richesses nationales pour créer des flux d'investissements, une véritable réforme des retraites qui assure la durabilité à long terme du système de sécurité sociale, la libéralisation des marchés des marchandises et des services, etc.

Si donc notre gouvernement est prêt à embrasser les réformes que nos partenaires attendent, pourquoi les négociations n'ont-elles pas abouti à un accord ? Quelle est la pierre d'achoppement ?

Le problème est simple : les créanciers de la Grèce insistent sur une austérité encore plus forte pour cette année et au-delà : une approche qui va empêcher la reprise, bloquer la croissance, aggraver le cycle de dette-déflationniste et va finalement éroder la volonté et la capacité des Grecs à comprendre les enjeux de l'agenda de réformes dont leur pays a désespérément besoin. Notre gouvernement ne peut pas et ne veut pas accepter un remède qui depuis cinq longues années s'est révélé pire que le mal.

L'insistance de nos créanciers sur une plus grande austérité est subtile mais ferme. Cela est perceptible dans leur exigence pour que la Grèce maintienne des excédents primaires non durables à haut niveau (plus de 2% du PIB en 2016 et supérieur à 2,5%, voire même à 3%, pour chaque année suivante). Pour y parvenir, nous sommes censés augmenter le fardeau global de la taxe sur la valeur ajoutée sur le secteur privé, réduire les retraites déjà diminuées dans l'ensemble des secteurs et compenser les faibles recettes de la privatisation (en raison de prix dévalorisés des actifs) par des mesures fiscales de consolidation « *équivalentes.* »

Le point de vue selon lequel la Grèce n'est pas parvenue à une consolidation budgétaire suffisante est non seulement faux, mais manifestement absurde. Le schéma ci-dessous illustre non seulement cela, mais répond tout aussi succinctement à une autre question : pourquoi la Grèce n'a pas fait aussi bien par exemple que l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, ou Chypre au fil des ans depuis la crise financière de 2008 ? Par rapport au reste des pays de la périphérie de la zone euro, la Grèce a été soumise à au moins deux fois plus d'austérité. Ce n'est pas plus compliqué que cela.



Après la récente victoire électorale du Premier ministre du Royaume-Uni David Cameron, mon vieil ami Lord Norman Lamont, ancien ministre des Finances britannique, a remarqué que le rétablissement de l'économie britannique soutient la position de notre gouvernement. Il s'est rappelé qu'en 2010, la Grèce et le Royaume-Uni faisaient face à des déficits fiscaux d'une taille plus ou moins semblable (par rapport au PIB). La Grèce est revenue aux excédents primaires (qui excluent le paiement des intérêts) en 2014, tandis que le gouvernement britannique s'est consolidé beaucoup plus graduellement et doit encore revenir à l'excédent.

Au même moment, la Grèce a fait face à une contraction monétaire (qui est récemment devenue une asphyxie monétaire), contrairement au Royaume-Uni où la Banque d'Angleterre a soutenu le gouvernement à chaque instant. Le résultat est que la Grèce a continué à stagner, tandis que le Royaume-Uni a connu une forte croissance.

Les observateurs impartiaux de ces quatre mois de longues négociations entre la Grèce et ses créanciers ne peuvent éviter une conclusion simple : la principale pierre d'achoppement, le seul élément rédhibitoire, c'est l'insistance des créanciers sur encore plus d'austérité, même au détriment de l'agenda de réformes que notre gouvernement est impatient de poursuivre.

De toute évidence, la demande de plus d'austérité de la part de nos créanciers n'a rien à voir avec des préoccupations au sujet d'une réelle réforme, ni avec la volonté de placer la Grèce sur une trajectoire budgétaire viable. Leur véritable motivation est une question qu'il vaut mieux laisser au jugement des historiens futurs. Ces derniers sauront sans aucun doute faire preuve de scepticisme quant à la couverture médiatique actuelle de ces événements.

Yanis Varoufakis pour

[{{Original}}: « {{Austerity Is the Only Deal-Breaker}} »](https://www.project-syndicate.org/commentary/greece-government-reforms-by-yanis-varoufakis-2015-05)
<https://www.project-syndicate.org/commentary/greece-government-reforms-by-yanis-varoufakis-2015-05> »
Project Syndicate

Project Syndicate. Athènes, le 25 mai 2015.

* **Yánis Varoufákis** est un économiste et homme politique grec. Ministre de l'Economie dans le Gouvernement Syriza.